

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 24 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSFO SERVICES

ZAC de la Goulgatière
2 boulevard Laënnec - BI 82128
35220 Châteaubourg

Références : UD35/2025-296
Code AIOT : 0005503600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement TRANSFO SERVICES implanté ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg. L

L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSFO SERVICES
- ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005503600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est dédié à la maintenance de transformateurs électriques de moyenne et forte puissance, essentiellement pour le compte d'Enedis.

Cela comprend notamment la vidange de l'huile (comportant parfois du PCB) et son remplacement par de l'huile "propre", ainsi que des opérations de nettoyage, de mise en peinture et d'essais des

performances électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 04/11/2024, article 5	/	Demande d'action corrective	3 mois
2	PGS	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 5B.1	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
5	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a engagé les actions nécessaires pour lever les observations encore non soldées relevées lors des inspections de 2024.

Une action forte de sa part est encore attendue en ce qui concerne la prévention du risque incendie afin de pouvoir lever la mise en demeure du 9 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée :

<p>Les PCB de type dioxine seront surveillés trimestriellement au niveau du conduit des étuves de séchage.</p> <p>L'exploitant établit une synthèse annuelle des résultats de mesures obtenus. Cette synthèse comprend une comparaison avec les résultats des années précédentes ainsi qu'avec les hypothèses retenues dans l'étude sanitaire de 2012.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers résultats de mesure des PCB de type Dioxine présentés à l'Inspection sont datés de janvier 2025 et donnent une mesure de 8,80E-06 ng I-TEQ/Nm³.</p> <p>La synthèse annuelle des résultats de mesure en PCB de type dioxine pour l'année 2024 montre des variations des résultats au cours de l'année liées, d'après l'exploitant, au plan de charge et taux de contamination en PCB des transformateurs traités sur le site.</p> <p>L'Inspection constate que cette synthèse compare les résultats aux valeurs seuils fixées pour un autre établissement spécialisé dans le traitement des transformateurs électriques (site APROCHIM) et non aux hypothèses retenues dans l'étude sanitaire (ERS) de 2012 pour le site de Chateaubourg.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir connaissance de l'ERS de 2012, ni en détenir un exemplaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> Dans la mesure où l'exploitant ne dispose pas des hypothèses retenues dans l'étude sanitaire de 2012, il convient qu'il renouvelle cette étude sous 3 mois afin de vérifier l'acceptabilité des risques sanitaires pour les riverains et l'environnement.</p> <p>L'exploitant la transmettra dans le même délai à l'Inspection, accompagnée de ses conclusions et, si nécessaire de ses propositions sous la forme d'un plan d'action et d'un échéancier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <u>3.2.5.1 COV émis lors de l'application de la peinture</u> La consommation en solvants étant supérieure à 5 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée. <u>3.2.5.2 Plan de gestion des solvants</u> L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Depuis plus de 10 ans, la consommation en solvants est indiquée inférieure à 5 t/an. Ces valeurs de consommation de solvants posent néanmoins question car elles sont inférieures aux quantités de solvants émises en rejet canalisé et contenus dans les déchets (estimation) ce qui conduit à un terme O4 (rejet diffus) négatif : par exemple en 2023 ; 1290 kg de solvants consommés, 1546 kg de solvants émis en rejet canalisé et 540 kg de solvants dans les déchets, soit des émissions diffuses de - 796 kg. L'exploitant indique que la quantité de solvants consommée est évaluée à partir des FDS des produits utilisés (peintures, solvants...) mais émet un doute sur l'exhaustivité des produits retenus pour procéder à l'estimation. De même, la proportion de solvants dans les déchets est indiquée de 90 %, liée aux fontaines à solvants mais aucune analyse périodique ne vient confirmer que ce pourcentage est toujours représentatif. L'exploitant annonce, par ailleurs, le remplacement des fontaines à solvants par des fontaines utilisant un dégraissant non solvanté à partir de 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 3 mois mettre à jour, et transmettre à l'Inspection, le plan de gestion des solvants, en particulier sur les quantités de solvants consommées et celles présentes dans les déchets, en justifiant les données utilisées pour ces mises à jour (analyse des FDS, analyse de la quantité de solvants présente dans les déchets, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 5B.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée :

<p>Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux et PCB sur les points de sondage identifiés dans le rapport de base du E3316 du 14 novembre 2019 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente , - surveillance 3 fois par an des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux et PCB sur au moins 3 piézomètres, dont 2 au moins implantés en aval du site, définis à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de mesure de décembre 2024 indique l'absence de quantification des HCT sur l'ensemble des ouvrages et la présence de PCB congénères 138, 153 et 180 au droit du PZ1 qui se situe en aval hydraulique du PZ4 (le sens découlement de la nappe serait du sud vers le nord mais à confirmer).</p> <p>Ce rapport préconise à l'exploitant de réaliser le nivellement des ouvrages par un géomètre afin de connaître précisément le sens d'écoulement des eaux souterraines sur le site. Aucune action en ces sens n'a pour l'instant été initiée.</p> <p>Il recommande également la réalisation d'un bilan quadriennal pour la période 2014-2024 afin d'obtenir une analyse globale de la situation et pouvoir conclure sur la mise en évidence d'un éventuel impact ou d'une évolution non attendue au cours de la période de surveillance considérée. L'exploitant confirme avoir déjà programmé ce bilan qui devrait être établi sous 1 mois.</p> <p>Dans le PZ1, les teneurs retrouvées en PCB n°138, n°153 et n°180 affichent une valeur totale de 0,032µg/L. Cette valeur est supérieure à la valeur de référence n° 2 (SEQ Eau souterraine pour l'état patrimonial) fixée à 0,001µg/L , mais reste tout de même inférieure à la valeur de référence n°1 (SEQ Eau souterraine pour la production d'eau potable) fixée à 0,2µg/L.</p> <p>Ce dépassement a lieu régulièrement au droit du PZ1 depuis le début des campagnes de suivis (32 dépassements sur 41 campagnes au total).</p> <p>Le rapport de mesure d'août 2024 indique l'absence de quantification des paramètres analysés sur l'ensemble des ouvrages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous un délai d'un mois transmettre à l'Inspection le bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines pour la période 2014-2024 concluant sur l'impact avéré ou non du site pour les paramètres investigués, - sous un délai de 6 mois, procéder au nivellement des ouvrages piézométriques par un géomètre afin de connaître précisément le sens d'écoulement des eaux souterraines sur site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le rapport de suivi Chubb du 10/03/25 attestant du remplacement des 2 détecteurs thermiques par une détection optique de fumée dans le local maintenance et de la dépose du transmetteur téléphonique dialtel pour la mise à disposition des 2 câbles de synthèses feu et dérangement incendie à proximité de la centrale contrôle d'accès.</p> <p>L'exploitant précise qu'une entreprise de télésurveillance gère l'instruction et la détection incendie en alertant le responsable du site et effectuant une levée de doute en cas d'alarme.</p> <p>Le rapport contrôle de l'installation de désenfumage du 02/04/25 relève que l'ensemble des cartouches CO2 et thermofusibles des COF N°1 ET 2 ont plus de 10 ans et qu'un polycarbonate est percé en partie supérieure pouvant entraîner des infiltrations d'eau. L'exploitant indique que les cartouches ont été remplacées et le remplacement du polycarbonate prévu (devis à valider).</p> <p>Le rapport de vérification des extincteurs du 07/05/25 signale 1 extincteur à requalifier (n°45 atelier B contre labo), 2 extincteurs de plus de 10 ans (n°66 étuves et 22 zone citerne) et 2 extincteurs avec filetage défectueux (n°21 ext bât tôle et 30 chapiteau haut). L'exploitant confirme qu'une demande d'achat a été faite pour les extincteurs n°45, 66 et 22. Les extincteurs n°21 et 30 étant neufs, le fournisseur doit intervenir au sujet des filetages défectueux.</p> <p>Le rapport de vérification de la détection incendie et extinction automatique des étuves du 02/12/24 relève plusieurs anomalies pour lesquelles l'exploitant indique avoir déjà engagé des actions correctives : sonde de température du four 1 impossible à déclencher [<i>sonde remplacée le 26 mai 2025</i>], VESDA atelier A adresse 1101 zone 3 hors service [<i>remplacée le 9 décembre 2024</i>], batteries extinction étuves hors limite d'âge [<i>batteries remplacées le 26 mai 2025</i>], centrale d'extinction gaz des étuves fonctionnelle mais obsolète faute de pièces détachées disponibles [<i>l'exploitant indique qu'il procédera à son remplacement si une panne survient</i>].</p> <p>L'Inspection considère que ce dernier point met en fragilité la sécurité du site, le risque incendie au niveau des étuves étant prépondérant.</p> <p>Les observations relevées lors du contrôle des installations électriques 2024 ont quasiment toutes été levées. Le prochain contrôle est programmé pour le 26 juin 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, transmettre à l'Inspection un plan d'action avec échéance pour le remplacement de la centrale d'extinction des étuves.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
Prescription contrôlée : <p>(...) Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection de 2024, l'exploitant annonçait qu'une nouvelle étude de l'installation foudre serait lancée en septembre 2024 pour corriger l'installation et répondre aux écarts relevés (notice manquante et isolement non conforme).</p> <p>L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont été mises à jour le 14/01/25 : une protection de niveau IV est nécessaire sur le bâtiment principal sur la structure et les lignes externes. L'étude technique préconise l'installation de parafoudres sur la centrale incendie encore non protégée.</p> <p>La mise en conformité de la prise de terre est planifiée le 16/06/25.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit sous un délai de 1 mois mettre en place les dispositifs parafoudre pour protéger la centrale incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Zonage des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection de 2024, le plan de zonage des risques a été mis à jour pour identifier le zonage ATEX, mais doit encore être modifié pour intégrer les zones à risque incendie.</p> <p>L'exploitant dispose de l'étude des dangers de 2008 pour identifier ces zones.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit sous 1 mois mettre à jour le plan de zonage des risques pour identifier les zones de risque incendie sur la base de l'étude des dangers du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2025
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après afin que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 180 m³/h pendant 2 heures. Cette mesure sera réalisée :</p> <p>- à partir de 3 poteaux incendie de 100 mm sur réseau privé, alimentés par une conduite de diamètre au moins égale à 100mm permettant un débit simultané de 60 m³/h chacun et situés à moins de 200m du site ;</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection une proposition d'implantation d'une réserve souple d'eau incendie de 360m³ sur le site, à l'est des stockages extérieurs. Cette proposition indique que 3 emplacements pour camions pompiers et 3 prises de raccordement seront aménagés pour l'utilisation de cette réserve.</p> <p>L'exploitant ajoute qu'un accès pompier va être aménagé boulevard Laennec (en plus de l'accès de la rue Joliot Curie) afin de sécuriser l'arrivée des secours et l'accès à la réserve incendie en cas d'incendie au niveau des stockages d'huile. L'exploitant attend l'accord des pompiers sur cette proposition d'aménagement pour mettre en œuvre cet aménagement.</p> <p>Suite à l'inspection, le service de prévention du SDIS35 a précisé par mail du 18/06/25 qu'une distance de 4 mètres séparant chacun des poteaux d'aspiration incendie devra être observée au niveau de la bache de 360m³.</p> <p>L'orientation des demi-raccords sur ces poteaux d'aspiration devra permettre un raccordement rectiligne des tuyaux d'aspiration (tuyaux semi-rigides) avec les demi-raccords sur les corps de pompes des 3 engins-incendie (situés à l'arrière du véhicule) stationnés sur les aires d'aspiration. Ces éléments ont été communiqués à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a engagé les démarches nécessaires pour qu'un nouveau calcul D9A de dimensionnement des rétentions d'eaux incendie, tenant compte de la future réserve souple de 360m³, soit réalisé et indique que ce dernier sera transmis à l'Inspection d'ici l'été.</p> <p><i>L'Inspection rappelle que si ce calcul démontre que les capacités de confinement du site sont insuffisantes, des rétentions supplémentaires devront être mises en œuvre.</i></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant met en œuvre sur le site, sous un délai de 3 mois, la bache d'eau incendie de 360m³ conformément à la proposition du 25/05/25 et aux recommandations du SDIS35 du 18/06/25. Il programme dans les mêmes délais sa réception par les services du SDIS35.</p>

<p>> L'exploitant aménage, sous 3 mois, un accès supplémentaire des services de secours boulevard Laennec.</p> <p>> L'exploitant transmet à l'Inspection sous 1 mois un nouveau calcul D9A de dimensionnement des rétentions d'eaux incendie et vérifie qu'il dispose des capacités de confinement suffisantes sur site. Si des rétentions supplémentaires sont nécessaires, il les met en œuvre sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois